



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2022301-0001

Arrêté de mise en demeure de la société AL BABTAIN de respecter les dispositions du chapitre 1.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-001 du 8 février 2018 pour son installation située sur le territoire de la commune de Saint-André-les-Vergers

—  
La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment son livre V, titre I<sup>er</sup> et ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 516-1 et R. 516-2 ;

**VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

**VU** le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté n° PCICP2022242-0003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° BECP2018039-001 du 8 février 2018 ;

**VU** le rapport du 5 juillet 2022 de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est établi à la suite de la visite d'inspection du 26 avril 2022, porté à la connaissance de l'exploitant le 7 juillet 2022 par lettre recommandée avec accusé de réception ;

**VU** le courrier du 29 septembre 2022 par lequel l'exploitant sollicite un délai supplémentaire afin de satisfaire les prescriptions du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé dispose que :  
« Les installations sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières selon l'échéancier suivant :

- constitution de 80 % du montant initial des garanties financières à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017,

- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant deux ans. » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé dispose que :

« Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors » ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées a constaté l'absence de garanties financières définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2018 ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent que le mécanisme des garanties financières visant à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation n'est pas assuré ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose que :

« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. » ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société AL BABTAIN FRANCE de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – MISE EN DEMEURE**

La société AL BABTAIN FRANCE SAS, dont le nom d'usage est PETITJEAN et dont le siège social est situé 52, avenue du Maréchal Leclerc – CS 60010 – 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS Cedex, est mise en demeure de respecter les dispositions du chapitre 1.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-001 du 8 février 2018 en transmettant à la préfecture de l'Aube, le justificatif de l'établissement de la constitution des garanties financières **sous 12 mois, à compter de la notification de cet arrêté.**

### **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 - NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société AL BABTAIN FRANCE.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 4 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **28 OCT. 2022**

La préfète

  
Cécile DINDAR

**Voies et délais de recours :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, 25 rue du Lycée – 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX ou par le biais de l'application telerecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.